

# Réassurance et gestion des flux financiers

La digitalisation comme levier d'efficacité et de performance dans un secteur à forte expertise



# Sommaire

Introduction	03
<b>A. La réassurance : un secteur d'activité à forte expertise confronté au défi de la digitalisation</b>	<b>04</b>
1. Un secteur d'activité toujours plus composite et complexe	04
2. Efficacité opérationnelle : des initiatives à mener en parallèle pour rester compétitif	05
<b>B. La comptabilité technique : la clé de la maîtrise des flux financiers en réassurance</b>	<b>09</b>
1. Le rôle clé de la comptabilité technique en réassurance	09
2. Les challenges de la comptabilité technique	10
<b>C. La digitalisation et l'innovation pour une meilleure gestion des flux de réassurance</b>	<b>12</b>
1. Optimiser la traçabilité des flux de réassurance en s'appuyant sur la blockchain	12
2. Digitaliser en capitalisant sur l'existant	12
3. Réconcilier l'humain, les processus et la data	13
4. Trace : l'indispensable socle de digitalisation	14
Conclusion	15

# Introduction



Jusqu'à récemment, les acteurs de la réassurance sont restés des observateurs prudents de l'évolution numérique. Selon une étude Deloitte<sup>1</sup>, au cours de la dernière décennie, ce secteur n'a investi qu'à la marge dans l'innovation, l'amélioration des processus et l'analyse des données. Ce scepticisme technologique semblait ancré dans son ADN.

Or depuis peu, la réassurance a démarré sa mue digitale. Au gré de la modernisation de plus en plus prégnante des acteurs de l'assurance, le secteur a vu s'ouvrir des fenêtres de tir et a commencé à s'engouffrer dans la brèche. Avec, au-delà des seules performances techniques, des enjeux stratégiques de productivité, de vélocité et d'efficacité – accélérés par la conjonction des nouveaux comportements et d'un contexte sanitaire ayant imposé le télétravail (intégral ou partiel) contraint.

Cet impératif de modernisation est là pour durer. Il est le fruit de facteurs convergents : la mondialisation et la fragmentation des flux financiers, la variété toujours plus importante des acteurs de la réassurance, et la complexité grandissante des produits. Il appelle une réorganisation profonde des processus métiers à des fins de compétitivité et de sécurité, en s'appuyant sur un double pilier : la collaboration et la qualité de la donnée.

Reste à savoir comment accompagner les acteurs de la réassurance dans leur (nécessaire) transformation digitale pour qu'ils tirent pleinement parti de l'innovation technologique, en particulier dans le domaine de la maîtrise des flux financiers. C'est là le principal défi auquel l'industrie est confrontée – mais quel défi !

<sup>1</sup> <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/financial-services/us-fsi-modernizing-reinsurance-insurance.pdf>

# Première partie

## A. La réassurance : un secteur d'activité à forte expertise confronté au défi de la digitalisation

La réassurance est une industrie à forte expertise qui fait la part belle à l'empirisme et au savoir-faire. Longtemps, elle s'est tenue en retrait des vagues successives de transformation digitale qui ont emporté les autres secteurs, y compris l'assurance et la finance. Aujourd'hui, la mondialisation des flux, la variété géographique des acteurs et la complexité des produits placent cette industrie face à un défi d'ampleur : celui de la digitalisation.

### I. Un secteur d'activité toujours plus composite et complexe

#### Un écosystème en mille-feuille

La nature même de la réassurance en fait un secteur complexe et à forte expertise. Le principe de dispersion du risque, sur lequel est édifée toute la mécanique de l'industrie, suppose l'intervention d'un grand nombre d'acteurs à la manière d'un mille-feuille : **l'assuré, l'assureur et le réassureur**. À cette dimension verticale vient s'ajouter une certaine transversalité qui découle de la nécessité de diversifier le risque couvert, et qui se matérialise par une grande variété des organismes, des pays, des produits et des typologies d'assurés. À ce titre, on dénombre environ 150 réassureurs à l'échelle de la planète – même si cette activité est fortement concentrée, les dix acteurs leaders du marché détenant plus de 60 % du chiffre d'affaires.

Quel que soit le mécanisme – cession ou rétrocession – **l'exercice des métiers de la réassurance s'appuie sur une connaissance aiguë du risque**. Celui-ci est réparti potentiellement sur un grand nombre d'intervenants, un même risque pouvant être couvert par plusieurs compagnies de réassurance installées aux quatre coins du globe : jusqu'à une dizaine d'acteurs sur un contrat. Pour répondre à cette problématique, les réassureurs se sont dotés de structures et d'approches commerciales adaptées à l'internationalisation de leur activité : implantation plus ou moins forte sur les différents marchés, souscription en direct ou par le biais de courtiers, etc.

#### Un écosystème en mille-feuille

- Multiplicité des acteurs impliqués (cédants, réassureurs, courtiers, captives d'assurance)
- Mondialisation des flux financiers avec forte variété géographiques des acteurs soumis à des spécificités locales
- Fragmentation des flux et technicité élevée
- Enjeux importants en matière de circularisation comptable et d'audit

Or ces mécanismes de réassurance se compliquent encore ces dernières années. En cause :

- Des produits toujours plus complexes, parfois conçus sur-mesure pour des typologies spécifiques d'assurés.
- Une pression grandissante liée à la réduction des coûts opérationnels, condition sine qua non pour rester compétitif sur le marché.
- Des contrats qui se chiffrent à plusieurs milliards de dollars, et qui nécessitent une administration fine et transparente des contrats et des flux.
- Le climat d'incertitude lié à la crise sanitaire actuelle et aux défis futurs qui nous attendent (en particulier les conséquences directes du réchauffement climatique).

Le résultat, c'est une **dispersion et une technicité toujours plus importante des flux**, ceux-ci devant tenir compte des spécificités locales en termes de réglementation et de fiscalité. L'enjeu, c'est la **mise en place d'un monitoring plus précis des flux entrants et sortants pour l'ensemble des intervenants de la chaîne**, dans une optique de rentabilité. Sachant que **la donnée est la matière première du secteur** : comme pour toute activité financière, sa maîtrise est la clé de l'efficacité en prévision et gestion des risques, en recommandation stratégique, et en matière de ROI.

## Un marché en pleine adaptation

Face à cette complexité croissante, il apparaît clairement que les processus traditionnels tels qu'ils sont appliqués chez les acteurs de la réassurance ne sont plus à la hauteur des enjeux : les tableaux de bord sur Excel n'ont plus leur place – même si 60 % des organisations continuent de s'en remettre à la saisie manuelle (1). La modernisation par la digitalisation est devenue incontournable.

Dans ce contexte, les compagnies cherchent des leviers d'optimisation qui leur permettront de capter de nouveaux marchés, notamment en tissant des partenariats avec les acteurs innovants de l'Assurtech – les startups du monde de l'assurance. Des partenariats qui se placent sous le signe d'une forte digitalisation : dématérialisation des processus, intégration de l'intelligence artificielle, exploitation de la donnée pour mieux adapter le risque au profil de l'assuré, etc.

La normalisation constitue une autre réponse au défi de la modernisation. De nouvelles réglementations imposent plus de transparence et de granularité dans les échanges, à l'image de la directive Solvabilité II entrée en vigueur en 2016. En contraignant les acteurs de l'assurance et de la réassurance à adapter leurs fonds propres aux risques encourus dans leur activité – un garde-fou contre les risques systémiques – la directive a mis l'accent sur une notion fondamentale : la qualité des données. Via le dispositif « Own Risk and Solvency Assessment », les compagnies sont invitées à adopter une démarche ERM pour apprécier et mesurer elles-mêmes les risques en s'appuyant sur les données collectées, celles-ci étant soumises à d'inflexibles critères de qualité : exhaustivité, exactitude et pertinence.

## 2. Efficacité opérationnelle : des initiatives à mener en parallèle pour rester compétitif

La transformation de ce secteur est devenue nécessaire pour se différencier, gagner des parts de marché, et garantir la rentabilité des opérations tout en limitant le risque. Mais elle suppose de mener certaines initiatives de front, condition sine qua non pour obtenir les résultats escomptés. Quelles sont ces initiatives ?

# Les initiatives prioritaires

Dans le chantier de modernisation du secteur, toutes les initiatives n'ont pas le même caractère d'urgence. Les approches liées à la digitalisation, à la collaboration et à l'automatisation doivent primer. Ce n'est que dans un second temps, dès lors qu'un socle pertinent a été mis en place, que s'imposent l'analyse des données et les questions de standardisation.

## a. Digitalisation et traçabilité des flux

La digitalisation est le premier moteur de la modernisation. Elle contribue à contrer les effets pervers de la dématérialisation : la discontinuité des processus due à la coexistence d'une multitude d'outils (emails, applications de visioconférence, portails sécurisés pour le dépôt des pièces, etc.) au sein d'un même système d'information. Une discontinuité qui occasionne des étapes de ressaisie manuelle (et les erreurs inévitables qui s'ensuivent), des contrôles de cohérence fastidieux, et in fine des écarts entre les comptes soumis et les comptes acceptés.

La digitalisation passe par l'implémentation d'une solution unique, centralisée, jouant le rôle de liant entre les différents outils. Cette solution permet de suivre avec précision le déroulement d'un processus, de son initiation jusqu'à sa clôture ; de partager l'avancement et les étapes de validation avec les partenaires internes et externes ; de mesurer les performances réelles des opérations et d'identifier les causes de non-qualité ou de retard ; de tracer les flux financiers pour une transparence accrue et une conformité garantie.

## b. Collaboration

La dimension collaborative des opérations est l'autre pilier de la transformation digitale. Elle revêt un avantage majeur dans un secteur qui s'appuie en grande partie sur l'expertise de ses collaborateurs : sa capacité à capter le savoir-faire et la connaissance (notamment issue des données) pour les mettre au service des équipes et de l'organisation dans son ensemble.

Cette dimension collaborative est concomitante à la notion de digitalisation. C'est ce qui distingue celle-ci d'une simple numérisation des outils et des données : la digitalisation est un processus de transformation qui favorise la collaboration, qui permet d'apporter et de partager l'expertise nécessaire au secteur.

La modernisation de l'industrie passe ainsi par une place plus importante accordée à l'humain, à la valorisation de son expertise, et au travail collaboratif qui tire parti de celle-ci. Un camouflet pour les zélotes du « tout-robotique » qui prônent la multiplication des bots d'automatisation pour gagner massivement en productivité ? Non : plutôt une rationalisation des promesses faites par les opérateurs de RPA, l'automatisation n'étant qu'une brique à ajouter à un édifice dont le ciment est (et doit rester) le collaboratif.

### Les bénéfices d'une solution digitalisée unique

- Suivi des processus de A à Z
- Partage des étapes de validation avec les partenaires
- Mesure des performances réelles
- Identification des causes de non-qualité ou de retard
- Traçabilité des flux
- Transparence accrue
- Conformité garantie

## c. Automatisation des tâches récurrentes

L'automatisation joue un rôle majeur dès lors qu'elle se focalise sur l'optimisation des tâches récurrentes réalisées manuellement, à l'image de la collecte des données. L'allègement des processus manuels, des points de contact et des calculs permet de profiter de processus plus efficaces et plus précis. La mise en œuvre de contrôles qualité et de complétude automatiques contribue à faire gagner un temps précieux aux opérateurs tout en améliorant les performances. Enfin, automatiser certaines tâches permet de réduire considérablement les coûts opérationnels.

Néanmoins, la modernisation par l'automatisation ne peut s'appliquer qu'à des tâches et des processus bien spécifiques : il s'agit de ne pas attendre d'un bot qu'il se substitue à l'humain.

## Les initiatives ultérieures

### a. Analyse des données

Matière brute de l'industrie de la réassurance, la donnée demande à être quantifiée et analysée. Ce travail de raffinage permet de mieux évaluer le risque et de fixer des tarifs cohérents pour chaque catégorie de produit. Du côté des flux financiers, les données aident à monitorer un certain nombre de points clés pour l'activité :

- Le suivi des contrats (gestion des sinistres, cash flow par cédante)
- La gestion des commissions et des comptes pour les cédantes
- La comptabilisation des primes et des sinistres (comptabilité technique : comptes arrivés ou traités, sinistres mouvementés et statut périodique ; comptes tiers ; reportings...)
- La gestion du financement et de la trésorerie : comptes de dépôts, cash, balance âgée par pays et par cédante

### b. Standardisation des données

La normalisation des données entend forger un cadre commun à tous les acteurs de la réassurance, dans l'optique d'optimiser la qualité et l'intégration des informations échangées. C'est une forme incontournable de modernisation dans la mesure où elle permet à l'ensemble des maillons de la chaîne de parler la même langue.

C'est d'autant plus important dans le domaine de la réassurance, où l'analyse et la gestion des flux entrants émanant des cédantes sont porteurs d'enjeux élevés. La diversité des données reçues par les réassureurs (en termes de format comme de qualité) tend à complexifier le traitement en back-office, ce qui conduit à perdre de précieux points de rentabilité. Des problématiques qui s'expliquent, le plus souvent, par les difficultés opérationnelles des cédantes. Et qui poussent à s'interroger : ne faudrait-il pas rationaliser et normaliser les échanges comptables afin de gagner tout à la fois sur les délais de recouvrement et sur les temps de gestion ?

C'est la direction empruntée par l'initiative Ruschlikon, source d'espoirs pour le secteur depuis une décennie. Elle promeut l'emploi du format standardisé ACORD (développé par l'Association for Cooperative Operations Research and Development) dans l'échange des données entre acteurs du secteur. L'objectif est de remodeler l'industrie et de la pousser à la modernisation en implémentant des processus capables de réduire les coûts opérationnels et d'améliorer le

service client. En 2015, le secteur enregistrait une hausse de 20 % des opérations comptables et des traitements de sinistres au format ACORD.

Néanmoins, c'est toute l'industrie qui doit appliquer ces modifications pour que ces nouveaux processus deviennent efficaces. Or ces changements prennent du temps, compte tenu de l'hétérogénéité des domaines d'activité, des processus et des modes de travail. Ce ne peut donc être qu'une solution de long terme qui doit s'adosser à des leviers de modernisation plus rapides et plus immédiatement tangibles, tant les enjeux sont élevés dans le secteur de la réassurance – en particulier du côté des flux financiers.





# Deuxième partie

## B. La comptabilité technique : la clé de la maîtrise des flux financiers en réassurance

La modernisation de l'industrie de la réassurance se déploie sur plusieurs fronts. La digitalisation des processus – qui passe par l'implémentation d'une solution centralisée – doit s'appuyer à la fois sur le collaboratif, l'analyse des données, et dans une moindre mesure l'automatisation des tâches récurrentes, tandis qu'en arrière-plan le secteur travaille à standardiser ses échanges comptables. Pour autant, cette transformation digitale ne prend tout son sens que si elle est appliquée au pilier de la réassurance, clé de la maîtrise des flux financiers : la comptabilité technique.

### I. Le rôle clé de la comptabilité technique en réassurance

En réassurance, comptabilité et gestion des flux financiers témoignent d'une haute technicité, de spécificités nombreuses (périodicité multiple, types de produits, types de traités, etc.) et d'enjeux élevés en matière de circularisation comptable ou d'audit. De sorte que la maîtrise de ces deux aspects est critique pour assurer la bonne couverture des sinistres et garantir des paiements en temps et en heure. Ils doivent donc être modernisés en priorité.

Alors qu'elle reste périphérique dans d'autres secteurs d'activité, **la comptabilité technique est au cœur de la réassurance**. Cette fonction revêt un rôle central vis-à-vis des autres services : placée au carrefour des flux financiers, elle se rattache à la comptabilité générale et doit justifier de ses actions auprès des différents acteurs.

Elle permet de :

- Garantir le respect des conditions négociées au niveau de chaque contrat de réassurance ;
- S'accorder sur les soldes et les tiers de réassurance, et justifier les montants cédés de primes et de sinistres ;
- Répondre à la comptabilité générale pour la production des comptes consolidés des groupes d'assurance.

En somme, la comptabilité technique est la clé de voûte de l'édifice structurant d'une cédante. C'est chez elle que se matérialise la couverture des engagements : ceux qui sont pris en compte par les tiers de réassurance (courtiers et réassureurs), et ceux qui doivent être pris en considération au niveau du résultat de la société.

## 2. Les challenges de la comptabilité technique


Malgré son caractère essentiel, la comptabilité technique doit encore relever de nombreux challenges pour assurer aux acteurs de la réassurance une visibilité globale et en temps réel de leurs flux financiers.

**Vient dans un premier temps la qualité de la donnée entrante** : le comptable technique est quotidiennement confronté à cette problématique, à la fois en termes d'exhaustivité, de format et de cohérence. La résolution de ces problématiques induit des tâches de contrôle, de gestion des incidents et d'échange avec les organisations ou les services en amont – toutes très chronophages.

**S'ajoute à cela les problématiques des temps de comptabilité différents** et des décalages entre comptes qui nécessitent la mise en place d'une gestion adaptée pour éviter tout problème de réconciliation comptable. Il s'agit alors d'assurer la mise en place de processus bien pensés pour capitaliser sur cette donnée entrante et transmettre les bonnes écritures comptables aux bons intervenants et au bon moment, tout en tenant compte de ces décalages de temporalité.

Principaux challenges de temporalité en comptabilité technique :

- **Décalage des comptes entre assureurs et réassureurs** : les cédants envoient leurs comptes en décalé par rapport à la publication des comptes des réassureurs, ce qui implique de gérer des données estimées. Le comptable en réassurance doit ainsi tenir compte des jeux de données réelles et estimées et/ou de journaux comptables différents, et d'approches distinctes en fonction de l'exercice de réassurance, de l'exercice social et de l'année de compte de la cédante.
- **Décalage entre les comptes de réassurance et les arrêtés** comptables. En cession comme en rétrocession, le comptable doit concilier deux processus de production adossés aux données communes, mais avec potentiellement des périodicités distinctes : (dé)comptes techniques à destination des réassureurs selon une périodicité contractuelle ; arrêtés comptables et inventaires (intermédiaires ou définitifs) selon une périodicité définie par les directions financières.
- **Décorrélacion entre les effets des polices et ceux du contrat de réassurance** : les polices souscrites tout au long de l'année et leurs durées ne coïncident pas avec les dates d'ouverture ou de clôture des contrats de réassurance qui viennent en couverture de ces polices. Sans compter que d'un exercice à l'autre, la liste des réassureurs participant à un traité peut évoluer (résiliations, modifications de parts, nouveaux entrants, etc.).



Avec **Solvabilité II** et **Fast Close**, la périodicité des arrêtés comptables peut être inférieure à celle des comptes de réassurance. Une contrainte qui peut générer des mécanismes de comptabilisation sur comptes d'attente ou sur comptes courants avec gestion des extournes.

**Enfin, ce secteur brille par la complexité de ses flux entrants.** Celle-ci s'explique par la variété des données échangées et par la diversité des acteurs : données brutes issues des systèmes comptables assurantiels, avis de sinistre transmis par les systèmes de gestion, données d'acceptation en provenance des cédantes et contrôle des conditions de couverture, gestion technique des traités, comptabilité financière, flux de primes et de sinistres cédé(e)s, etc.

La normalisation des échanges et les applications d'EDI (d'échanges de données informatisées) est une première source de simplification. Si ces bonnes pratiques facilitent grandement le traitement des données, la première partie de la réponse se trouve une fois encore dans la digitalisation et dans les dernières innovations technologiques, notamment les travaux en cours sur le développement applicatif de la blockchain. Trois axes qui permettront (et permettent déjà) d'optimiser la qualité des données.

# Troisième partie

## C. La digitalisation et l'innovation pour une meilleure gestion des flux de réassurance

La digitalisation des échanges et des flux de réassurance permet de faire face à la complexité de ces derniers, et de garantir la qualité des données reçues. Des solutions innovantes existent déjà qui permettent de matérialiser numériquement les étapes des processus indispensables à l'initiation des flux de réassurance, d'assurer que les interventions des parties prenantes se fassent aux moments opportuns et que seules les données pertinentes (et au bon format) soient intégrées, et de garantir une traçabilité optimale des flux notamment grâce à la blockchain.

### 1. Optimiser la traçabilité des flux de réassurance en s'appuyant sur la blockchain

S'il fallait retenir une seule innovation capable de bouleverser l'industrie de la réassurance, ce serait la **blockchain**. Cette technologie trouve aujourd'hui des applications concrètes (et pertinentes) dans le domaine de la finance et de l'assurance, où la sécurisation des échanges fait partie intégrante de l'efficacité des processus et constitue la base du socle de confiance entre les différents acteurs.

Dans le secteur de la réassurance, **la blockchain s'impose comme tiers de confiance d'un nouveau genre**. Une solution s'appuyant sur la blockchain parvient à garantir la traçabilité des flux et des échanges de bout en bout, et à produire une piste d'audit digitale absolument irréfutable – des applications qui découlent de l'ADN même de cette technologie. Avec, à la clé, des réponses concrètes à des enjeux d'efficacité opérationnelle, de sécurité, de conformité réglementaire et de satisfaction des collaborateurs. À condition de garder en tête que la blockchain reste une technologie de complément, maillon essentiel d'une chaîne globale d'amélioration des processus existants.

### 2. Digitaliser en capitalisant sur l'existant

La transformation digitale d'une entreprise impacte forcément son système d'information, ce dernier étant le socle commun sur lequel viennent se greffer les différentes applications utilisées au quotidien par les opérateurs. Si certains systèmes implémentés ces dernières années sont désormais obsolètes et représentent un frein à l'efficacité opérationnelle des structures, d'autres constituent les clés de voûte d'une gestion plus efficiente des flux de réassurance. Reste à identifier les briques incontournables de cette digitalisation "pragmatique", capable de capitaliser sur le SI existant

Le succès de la digitalisation du secteur de la réassurance ne peut être assuré qu'à travers l'implémentation de solutions répondant aux deux caractéristiques fondamentales suivantes :

- **S'adapter au métier et à sa technicité** en proposant des solutions à la fois agiles, robustes et performantes ;
- **Se connecter facilement à l'ensemble du SI** de façon à permettre aux différents systèmes de communiquer entre eux, au sein d'un même organisme de réassurance, mais aussi entre l'entité et ses partenaires extérieurs – assureurs et réassureurs.

Le volume toujours croissant des flux entrants et sortants à monitorer, ainsi que le besoin grandissant en matière de granularité de l'information, sont autant de nouveaux enjeux que le SI doit intégrer à ses mécanismes. Ces enjeux doivent être facilités par cette digitalisation et permettre aux entreprises de réassurance de suivre...

- la piste d'audit depuis le système amont jusqu'au système aval ;
- l'application des clauses contractuelles (identification des périmètres couverts par le contrat, mise en place d'un système de validation de ces couvertures) ;
- les rapports et les documents en provenance des assureurs.

Cette digitalisation des processus supprime les étapes manuelles de ressaisie – elles-mêmes sujettes aux erreurs –, rend inutile les contrôles fastidieux de cohérence, et limite les risques d'écarts entre comptes soumis et acceptés. De plus, elle permet de bénéficier d'une vision globale des flux de réassurance, de leur initiation à leur clôture, tout en offrant la possibilité de partager l'avancement avec les partenaires internes et externes.

### 3. Réconcilier l'humain, les processus et la data

Une approche qui se focalise sur la seule donnée chiffrée ne suffit pas. Alors que le SI est traditionnellement centré sur la donnée brute, insuffisante en vue d'une exploitation et d'une conformité optimales, les informations contextuelles deviennent nécessaires pour cadrer, vérifier et comprendre l'ensemble des flux. Elles simplifient l'identification des écarts dans le cas comptable et garantissent la qualité de la donnée – imposée par des directives comme Solvabilité II. Pour cela, il est nécessaire de réconcilier ces trois piliers :

- **L'humain** (détenteur de l'expertise et acteur incontournable du système, aussi bien chez les cédantes que chez les réassureurs) ;
- **Les processus** (caractérisés par leur grand nombre et par leur complexité) ;
- **La data** (qu'il faut pouvoir exploiter et relier d'un SI à l'autre).

Voilà pourquoi la digitalisation, aussi indispensable soit-elle, doit s'appuyer à la fois sur la collaboration (seule à même de pérenniser l'expertise détenue par l'humain) et sur des innovations technologiques (pour tracer de manière précise et rigoureuse les échanges et les flux entrants ou sortants). Avec une nécessité : mener une conduite du changement volontariste, **mais centrée sur des usages simples**, afin que ces évolutions soient adoptées par le plus grand nombre. C'est la clé d'une modernisation réussie

## Deux technologies innovantes au secours de la réassurance

- La blockchain pour garantir la confiance dans les données échangées
- Les API pour connecter les SI les uns aux autres et éviter toute rupture de charge

### Trace

#### 4. Trace : l'indispensable socle de digitalisation

Trace est **une solution collaborative centralisée et user-friendly** qui repose à la fois sur la blockchain et sur les API. Elle contribue à répondre avec rigueur et efficacité aux enjeux de la maîtrise des flux financiers dans le secteur de la réassurance, et ce faisant à rendre possible la modernisation rapide de l'industrie.

Trace permet de :

- S'assurer que tous les opérateurs disposent de la même information, **en temps réel** ;
- Créer des workflows pour **chaque processus métier** ;
- **Réduire le temps** de réconciliation et fiabiliser les données ;
- Conserver les échanges et tracer les validations de façon **irréfutable** grâce à la **blockchain** ;
- Apporter la donnée contextuelle adossée à la donnée chiffrée, et ce de **l'initiation à la finalisation d'un processus** ;
- Accélérer les versements et améliorer l'expérience utilisateur ;
- Créer une couche collaborative pour briser les silos traditionnels du secteur (notamment, en interne, entre la comptabilité technique et la Finance).

La force de Trace ? **Rendre accessibles les nouvelles technologies à tout un chacun, et subordonner l'outil à son utilisateur** : l'expertise du collaborateur n'est pas seulement conservée, elle mise en avant pour dessiner des workflows adaptés à la réalité du terrain et élaborer des échanges qui bénéficient à l'ensemble de l'organisation.

# Conclusion



L'industrie de la réassurance est parvenue à un carrefour et doit décider de la route à suivre. Ce secteur réputé pour sa forte expertise et la complexité de son écosystème est aujourd'hui confronté au défi de la modernisation, plus intensément encore que de nombreux autres domaines d'activité. Un défi qui résulte à la fois d'une contrainte (une réglementation toujours plus rigoureuse, notamment au regard de la qualité des données) et d'un besoin (gagner en productivité, en vélocité et en efficacité pour continuer à prendre des parts de marché).

Cette transformation accélérée suppose de mener de front un certain nombre d'initiatives en matière de digitalisation et de traçabilité des opérations, de collaboration, d'automatisation des tâches, d'analyse des données et de standardisation des échanges.

Or la modernisation du secteur passe forcément par une maîtrise accrue des flux financiers, clé de voûte de l'édifice qu'est la réassurance. Elle nécessite de s'appuyer sur la comptabilité technique d'une part, et sur la digitalisation d'autre part. Une solution centralisée, unique et user-friendly, adossée à des technologies innovantes comme Trace , permet d'embrasser ces enjeux et d'aider l'industrie à opérer sa mue dans les meilleures conditions.



STRĀTUMN